

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 26 (1979)
Heft: 9: 25 SZSV = USPC

Artikel: L'approvisionnement de notre pays en cas de crise
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-366703>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'approvisionnement de notre pays en cas de crise

Il y a dans notre pays plusieurs organisations dont l'activité consiste à assurer constamment et de manière suivie les bases de vie et de travail de la population en temps de crise et de les préserver des perturbations que pourraient connaître nos importations et, partant, notre approvisionnement. Ce fait est généralement peu connu. Si les publications concernant la défense nationale économique sont plutôt rares, cela est dû au fait qu'en l'occurrence d'étroites limites sont imposées à la publicité. Les mesures envisagées par la défense économique faisant partie de la défense nationale, elles doivent être entourées d'un certain secret. Une plus large information du public paraît cependant indiquée lorsque les préparatifs de la défense nationale économique concernent de vastes secteurs des productions industrielle et alimentaire.

Le but de cet article est de présenter un tour d'horizon de certains aspects de la planification et des dispositions de défense pour lesquels des solutions ont été trouvées au cours de ces dernières années. Nous porterons une attention particulière à tout ce qui est en rapport direct avec le bon fonctionnement de notre industrie et plus précisément de l'alimentation.

On peut rappeler à ce propos que les Chambres fédérales ont adopté un nouvel article constitutionnel concernant l'approvisionnement du pays.

Sans entrer dans le dédale des travaux législatifs, il est intéressant de relever les buts de cette révision.

L'objectif et le sens des nouvelles dispositions sont:

- assurer en tout temps l'approvisionnement du pays en biens et services vitaux;
- les particularités et l'ampleur des mesures envisagées sont à définir en tenant compte du degré d'importance et de la nature des biens et services.

Il y a lieu aussi de considérer comme vitaux les biens et services qui

- sont indispensables pour faire face à une menace ou pour survivre lors

de situations de crise et de pénurie ou qui

- servent à assurer un certain train de vie à la population et, partant, les conditions économiques nécessaires,

en particulier:

- denrées alimentaires, médicaments, matières premières et autres pour l'agriculture, l'industrie et l'artisanat; fournisseurs d'énergie et les moyens nécessaires à la production,
- les prestations des services de transport et de télécommunications, ainsi que la préparation de possibilités d'entreposage.

L'organisation de la défense nationale économique

La responsabilité de la défense économique incombe au chef du Département de l'économie publique et à «son» délégué à la défense nationale économique. L'organisation est assurée par les services de la Confédération d'une part, par un système de milice puissant et fortement diversifié, d'autre part. L'ensemble des tâches est confié à sept services dont les plus importants sont

- l'Office de guerre pour l'alimentation (OGA)
- l'Office de guerre pour l'industrie et le travail (OGIT)
- l'Office de guerre des transports (OGT)

Ces services disposent d'états-majors. Ces trois offices ont chacun un chef à leur tête. Contrairement aux services de la Confédération qui assument leur tâche à plein temps, le système de milice regroupe des personnalités qualifiées de l'économie travaillant, de leur plein gré, dans l'intérêt de l'approvisionnement du pays.

Genre et ampleur des crises d'approvisionnement possibles ou prévisibles

La base et le point de départ de toute activité sont donnés par l'appréciation que l'on peut faire de l'étendue et des effets sur notre pays d'une possible perturbation de l'approvisionnement. Voici quelques exemples qui montrent à partir de quelles considérations

opère la défense économique. Il faut s'attendre:

- à un possible embargo sur les produits pétroliers
- à des perturbations des importations en raison de grèves ou de troubles à l'étranger
- à des perturbations d'ordre politique (chantage économique)
- à des pénuries en Suisse comme à l'étranger

Dans le domaine du possible, relevons:

- difficultés d'importation en raison de conflits armés entre pays fournisseurs
- catastrophes dans le pays, sabotages et destructions arbitraires
- épuisement de sources d'énergie - un phénomène mondial

Si l'un ou l'autre de ces événements venait à se produire, notre pays serait obligatoirement dans une situation de pénurie. Pour faire face à des situations de pénurie, les instances chargées de la défense économique s'efforcent de planifier et de préparer un avenir incertain. Préalablement à toute planification et préparation, il faut avoir une image précise de tous les effets possibles consécutifs aux pénuries. Pour que notre économie reste productive même en temps de crise et lorsque viennent les difficultés de toutes sortes, un travail préparatoire systématique est indispensable, comme est nécessaire la compréhension des règles de l'économie du pays. Il convient de relever aussi que les bonnes solutions ne peuvent être trouvées qu'au vu d'expériences pratiques, ce qui nécessite un examen conséquent de tests pratiques. A elle seule, la théorie ne suffit pas; elle doit être confirmée dans la pratique.

C'est dans ce sens que l'on s'est efforcé de trouver des réponses aux questions suivantes: Que faudrait-il entreprendre si les importations de carburants et de combustibles venaient à être perturbées? Comment réagir si les matières premières indispensables à notre industrie chimique venaient à faire défaut? Quelles mesures faudrait-il envisager si des régions entières de notre pays étaient soudainement coupées du réseau de distribution d'électricité? A-t-on pris des mesures pour remplacer ces biens qui ne sont plus fabriqués chez nous, tels que roulements à billes, ampoules électriques, pneumatiques ou tous les produits indispensables à la confection des emballages pour le lait. Il convient de résoudre également le problème des dispositions qui devraient être prises en cas de perturbation des importations de produits alimentaires

ne pouvant être qu'insuffisamment produits par notre agriculture. Rappelons, à ce propos, quelques chiffres révélateurs de nos besoins.

Les importations mensuelles de certains produits sont les suivantes (données de 1976/1977):

environ 1 052 800 tonnes de carburants et combustibles

environ 135 650 tonnes de fer et d'acier

environ 284 000 tonnes de produits chimiques

environ 121 360 tonnes de denrées alimentaires

environ 116 400 tonnes de fourrages

Dès lors que l'on recherche des solutions valables dans le cadre de la défense économique, il faut tenir compte du fait qu'aux courtes pénuries et goulets d'étranglement peuvent suivre de longues crises ayant obligatoirement des effets bien plus graves et divers pour de nombreux secteurs de notre production indigène. L'actualité nous donne une image vivante de l'instabilité de l'équilibre mondial et elle nous montre combien il serait dangereux de considérer la sécurité de

notre approvisionnement comme étant acquise définitivement. Pour être à même de faire face à des événements d'une certaine gravité, les mesures de défense nationale économique reposent sur quatre piliers:

- assurer de la meilleure manière possible les approvisionnements aux moyens de canaux sûrs en prenant en considération les contacts internationaux de nos importateurs, de l'industrie, du commerce et de nos autorités,
- constitution de réserves suffisantes (stocks obligatoires),
- préparatifs du contingentement au moment où les limitations de la consommation s'imposent (l'approvisionnement ne couvre plus la consommation),
- et, enfin, le rationnement intégral en cas de pénurie très grave.

Contingentement et rationnement

On se souvient du rationnement de la Seconde Guerre mondiale et des coupons qui permettaient à leur détenteur d'obtenir une certaine quantité de marchandises. Il convient de rappeler que le rationnement des denrées alimentaires est assuré de nos jours

encore du fait que toutes les communes disposent encore des cartes de rationnement (de l'ancien système) en nombre suffisant.

Partant des expériences faites, et en particulier des énormes progrès réalisés dans le domaine de l'informatique, l'Office de guerre pour l'industrie et le travail, en étroite collaboration avec l'Office de guerre pour l'alimentation, a réalisé des études très vastes et systématiques dans le but de développer des systèmes de rationnement basés sur les avantages de la technique de l'informatique. Le domaine du rationnement devrait ainsi ne plus avoir à craindre la comparaison avec les techniques employées dans l'industrie.

La défense économique du pays sera toujours synonyme de mise sur pied de mesures bien élaborées permettant le recensement, la commande et le contrôle des bases indispensables à la vie de la population. L'ampleur considérable des mesures à prendre nécessite des moyens techniques modernes. Il est réjouissant de constater que les travaux préparatoires ont atteint un niveau de maturité permettant d'affronter l'avenir avec confiance.

La protection des biens culturels

est une tâche qui incombe à chacun de nous, quelles que soient sa profession et ses idées politiques.

La protection des biens culturels a été instituée par la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Actuellement 68 Etats ont adhéré à cette convention. L'adhésion de la Suisse a eu lieu le 15 mars 1962. Cette protection a été organisée dans notre pays par la loi fédérale du 6 octobre 1966 concernant la protection des biens culturels en cas de conflit armé, ainsi que par l'ordonnance d'exécution du 21 août 1968, entrées en vigueur toutes deux le 1er octobre 1968.

Exactement dix ans après la signature de la Convention de La Haye, la Société suisse pour la protection des biens culturels (SSPBC) fut fondée le 14 mai 1964. L'idée-clé du Comité fondateur était d'informer le peuple suisse des conséquences résultant pour notre pays de l'application de la Convention de La Haye.

La Société suisse pour la protection des biens culturels s'est donné pour tâche de collaborer à la diffusion des principes de la Convention de La Haye, ainsi qu'aux efforts à faire pour le respect et la protection de notre patrimoine culturel. En étroite collaboration avec le Département fédéral de l'intérieur, la SSPBC travaille avec la participation des préposés de tous les offices cantonaux pour la protection des biens culturels, avec les organes de la protection civile, ainsi qu'avec de nombreux intéressés privés. La Société s'occupe de l'étude des problèmes techniques de la protection des biens culturels et de l'échange d'expériences y relatives sur le plan national et international. Bien souvent aussi des étrangers se renseignent sur l'organisation de la protection des biens culturels dans notre

pays. Régulièrement, des séminaires et colloques sont mis sur pied dans toutes nos régions linguistiques, manifestations qui sont suivies avec un vif intérêt par toutes les instances officielles et par des cercles privés.

Ce que l'armée fait pour la défense de notre pays, ce que la protection civile fait pour la protection des personnes, *la protection des biens culturels le fait pour la sauvegarde et la conservation du patrimoine culturel de notre pays!*

A chaque citoyen incombe le devoir de veiller, dans sa propre sphère, lors de dangers provoqués par

- des opérations de guerre ou événements analogues
- des catastrophes
- des actes de vandalisme
- une méconnaissance de la valeur de ce patrimoine,

à ce que les biens culturels de notre pays - monuments historiques, sites, objets d'art, archives, bibliothèques, musées, collections de tous genres, etc. -, ainsi que nos anciennes traditions soient sauvegardés et remis intacts à nos générations futures!